

La discipline de la Légion d'honneur

ACTES UNILATÉRAUX

Le concept d'opération complexe

BIENS ET TRAVAUX

Le sous-occupant du domaine public

Déclaration d'utilité publique
et base légale de l'ordonnance
d'expropriation

Travail public et ouvrage privé

DROITS ET LIBERTÉS

Données personnelles :
le droit au « déréférencement »

RESPONSABILITÉ

Injonction et réparation

Injonction et dommages
de travaux publics

La responsabilité du fait des lois
inconstitutionnelles

DOSSIER

Les nouvelles réformes des collectivités territoriales

(Première partie)

DROIT ADMINISTRATIF ET DROIT CONSTITUTIONNEL

Les sanctions administratives
dans la jurisprudence constitutionnelle

Plénitude de compétence,
vacuité de son exercice

DROIT ADMINISTRATIF COMPARÉ ET ÉTRANGER

Jurisprudence de la Cour administrative
fédérale d'Allemagne : les droits
fondamentaux dans les rapports privés

CHRONIQUE

- Droit administratif
et droit de l'Union européenne

Rédacteurs en chef :
Pierre Delvolvé et Pierre Bon

Secrétaire général :
Dominique Pouyaud
Professeur émérite de l'Université Paris Descartes

Secrétaire général adjoint :
Coralie Mateur-Carpentier
Maître de conférences à l'Université de Franche-Comté

31-35, rue Froidevaux,
75685 Paris cedex 14
E-mail rédaction : rfd@daloz.fr
(pour les auteurs voir encadré en 3^e de couverture)

**PRÉSIDENT,
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION**
Philippe Déroche

ÉDITION
Rédacteur en chef technique :
Raphaël Henriques
Première secrétaire de rédaction :
Marie-Anne Sebbar
Secrétaire de rédaction unique :
Marie Thomas
Tél. : 01 40 64 12 81
Fax : 01 40 64 54 66
E-mail : m.thomas@daloz.fr
Chargé d'édition numérique :
Jean-Marc Pastor

ABONNEMENTS - RELATIONS CLIENTS
Directrice des abonnements :
Yvette Nay
80, avenue de la Marne - 92541 Montrouge Cedex
Fax : 01 41 48 47 92

Responsable relation clients :
Ginette N'koua
Tél. : 01 40 92 20 85

Revue bimestrielle (6 numéros par an)
Prix de l'abonnement 2020 TTC (1 an) :
France 530,92 € **Prix au numéro :**
DOM 545,67 € 110,27 €
Étranger 551,34 €

Les abonnés qui, à la réception de ce numéro, constateront que la livraison précédente ne leur est pas parvenue, sont priés d'en aviser le service des abonnements sans délai, l'éditeur ne pouvant garantir pendant plus de 6 mois le service des numéros manquants.

Tous les volumes des revues antérieures à 1999 sont réimprimés par Schmidt Periodicals GmbH (Dettenford - D-83075 Feinbach - Allemagne).

ÉDITIONS DALLOZ
Société par actions simplifiée
au capital de 3 956 040 euros
Siège social :
31-35 rue Froidevaux - Paris 14^e
RCS Paris 572 195 550
Siret 572 195 550 00098
Code APE 5811 Z
TVA FR 69 572 195 550

Filiale des éditions Lefebvre-Sarrut
La reproduction, même partielle, de tout élément publié dans la revue est interdite.

CPPAP n° 1023 T 83763
ISSN 0763-1219
Imprimé en France par JOUVE-PRINT
733, rue Saint-Léonard - 53100 Mayenne
Dépôt légal : Mars 2020
Origine du papier : Pologne
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,02 kg/t

DOSSIER 1

Les nouvelles réformes des collectivités territoriales

(Première partie)

Les communes nouvelles (loi du 1^{er} août 2019)
par Jean-Gabriel SORBARA 1

La collectivité européenne d'Alsace (loi du 2 août 2019)
par Olivier GOHIN 8

La Polynésie (loi organique et loi du 5 juillet 2019)
par Stéphane DIÉMERT 15

La discipline de la Légion d'honneur : un régime juridique trop discret ?
par Bruno GENEVOIS 27

RUBRIQUES 39

ACTES UNILATÉRAUX

Le concept d'opération complexe Perspectives croisées de droit administratif et de droit de l'Union européenne
par Louis FEILHÈS 39

BIENS ET TRAVAUX

Le sous-occupant du domaine public
par Paul-Maxence MURGUE-VAROCHE 59

Annulation de la déclaration d'utilité publique et constatation du défaut de base légale de l'ordonnance d'expropriation
Réflexions autour d'un 25^e anniversaire
par René HOSTIOU 73

Les liens entre travail public et ouvrage privé
Note sous Conseil d'État, 13 mars 2019, *Syndicat intercommunal pour l'aménagement hydraulique du bassin de la Berre et du Rieu* et autre, n° 406867
par Georgios NAZIROGLOU 78

DROITS ET LIBERTÉS

Données personnelles : le droit au « déréférencement »
Conclusions (extraits) sur Conseil d'État, 6 décembre 2019, *Chupin et autres*, n°s 391000, 393769, 395335, 397755, 399999, 401258, 403868, 405464, 405910, 407776, 409212, 423326 et 429154 (13 arrêts)
par Alexandre LALLET 93

RESPONSABILITÉ

L'injonction dans la responsabilité administrative

1. Injonction et réparation
par Pauline PARINET-HODIMONT 107

2. Injonction et dommages de travaux publics
Conclusions sur Conseil d'État, section, 6 décembre 2019, *Syndicat des copropriétaires du Monte-Carlo Hill*, n° 417167
par Gilles PELLISSIER 121

La responsabilité du fait des lois inconstitutionnelles
Conseil d'État, assemblée, 24 décembre 2019, *Société Paris Clichy, Société Hôtelière Paris Eiffel Suffren, M. Laillat*, n°s 425981, 425983 et 428162

• Conclusions
par Marie SIRINELLI 136

• Note
par Agnès ROBLLOT-TROIZIER 149

DROIT ADMINISTRATIF ET DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE

Droit de l'Union européenne et droit administratif français
1^{er} juillet 2019 - 31 décembre 2019
par Aude BOUVERESSE, Francesco MARTUCCI et Coralie MATEUR-CARPENTIER 157

DROIT ADMINISTRATIF ET DROIT CONSTITUTIONNEL

La proportionnalité des sanctions administratives dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel
par Carole GALLO 173

Plénitude de compétence, vacuité de son exercice
Note sous Conseil constitutionnel, 25 octobre 2019, n° 2019-810 QPC, *Société Air France* [Responsabilité du transporteur aérien en cas de débarquement d'un étranger dépourvu des titres nécessaires à l'entrée sur le territoire national]
par Mathieu CARPENTIER 184

DROIT ADMINISTRATIF COMPARÉ ET ÉTRANGER

Jurisprudence de la Cour administrative fédérale d'Allemagne
L'applicabilité des droits fondamentaux aux rapports entre personnes privées
par Klaus RENNERT 197